

**Décision n°2015 - 1000057 /ARCEP/SG/DGSN** portant  
attribution de ressources en numérotation à l'**Onatel-SA**

**LE PRESIDENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES  
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES (ARCEP)**

-----

- Vu la Constitution ;
- Vu la Charte de la transition ;
- Vu le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret N°2014-004/PRES-TRANS/PM du 23 novembre 2014 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
- Vu le décret n° 2011-655/PRES/PM/MTPEN/MEF du 15 septembre 2011 portant modification du décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;
- Vu le décret n°2009-614/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination des membres du Conseil de régulation ;
- Vu le décret n°2009-615/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination du Président du Conseil de régulation ;
- Vu le décret n°2012-649/PRES/PM/MTPEN/MEF du 24 juillet 2012 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ;
- Vu le décret n°2013-1027/PRES/PM/MDENP/MEF du 11 novembre 2013 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ensemble son modificatif ;
- Vu le décret n°2014-0820/PRES/PM/MDENP/MEF du 24 septembre 2014 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ;
- VU la demande de PQ de l'**ONATEL-SA** en date du 05 février 2015 ;

.../...

# D E C I D E

**Article 1 :** Les numéros de la forme **51.00 MCDU** à **51.39 MCDU** sont attribués à l'Onatel-SA pour la fourniture du service GSM à compter de ce jour et pendant la durée de l'autorisation sus-visée.

**Article 2 :** l'Onatel-SA acquitte pour les blocs de numéros attribués une redevance annuelle dont le montant et les modalités de paiement sont fixés dans son cahier des charges.

**Article 3 :** En application des dispositions de l'article 95 de la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008, les blocs de numéros attribués à l'article 1 ci-dessus ne peuvent devenir la propriété de l'Onatel-SA et ne peuvent faire l'objet de transfert qu'après accord de l'ARCEP.

**Article 4 :** l'Onatel-SA adresse à l'ARCEP, à la fin de chaque année, un rapport sur l'utilisation effective des blocs de numéros attribués.

**Article 5 :** Le Directeur de la Gestion du Spectre et de la Numérotation est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Onatel-SA et publiée au Journal Officiel.

Ouagadougou, le 18 MAR 2015

## AMPLIATIONS :

- AIRTEL Burkina
- TELECEL Faso
- J.O
- Chrono

**Mathurin BAKO**  
*Officier de l'Ordre National*

